

Comment faire le lien entre pratiques de développement en Amérique Latine et développement local en France ?

Pour Denis Sulmont (1), le développement est « un processus, par lequel une communauté humaine intervient de façon délibérée dans les choix du type et du niveau de ses conditions de vie. Cette intervention a comme objectif de s'offrir des opportunités d'être, d'avoir, de savoir et de faire, dans le respect de soi-même et d'autrui. Elle a [...] pour but la reconnaissance des droits et la possibilité de participer aux prises de décisions. Dans ce sens, la personne humaine est la finalité et doit être au centre de toutes démarches (2). » Les techniques mises en œuvre « ici » et « là-bas » au service du développement pourraient donc être les mêmes, tout en tenant compte des spécificités de chaque société.

De plus, les problématiques du développement au Sud et du développement local sont communes, face au mouvement de décentralisation, à la complexité des mécanismes d'ingénierie financière, à la nécessaire articulation de la démocratie représentative et de la démocratie participative, à la place de la société civile dans la décision..., et même si subsistent des particularités liées à la manière de faire société.

Incontournable participation

Mais quelles sont les missions d'un agent de développement local ? Selon l'UNADEL (3), « impulser, concevoir, animer et créer les conditions de projets en partenariat s'inscrivant dans une politique territoriale de développement durable, d'anticipation des mutations et dans une démarche de démocratie participative » (4).

C'est autour de cette fameuse « démocratie participative », qui est aujourd'hui sur toutes les lèvres, et qui vient principalement de Porto Alegre, au Brésil, qu'une réflexion sur les apports mutuels appliquée au développement local peut progresser (5). Tout le monde s'en réclame, mais en combien de lieux vit-elle vraiment ? Combien la définissent avec les mêmes règles que celles de Porto Alegre ? Malgré une définition souvent peu claire, les agents de développement local sont appelés à travailler « dans une démarche de démocratie participative ».

Le Parti des Travailleurs brésilien (PT) a su cadrer cette participation et ne pas donner aux habitants des rôles et des responsabilités qui n'étaient pas les leurs. Il a su théoriser cette participation et construire des outils et des méthodes. Mais les raisons qui ont poussé le PT à mettre en place la démocratie participative ne sont peut-être pas les mêmes que celles qui poussent les politiques français à en faire la promotion aujourd'hui. En effet, le PT doit faire face à l'élitisme démocratique, alors que les politiques français semblent avoir besoin de re-légitimer la démocratie représentative. Ainsi, comme les objectifs divergent, les démarches de mise en œuvre, elles aussi, sont différentes. La grande différence concerne la place des habitants dans le processus de décision et les outils utilisés pour accroître l'emploi des populations.

(1) Sociologue, professeur d'Université, promoteur de programmes de formation pour les acteurs sociaux engagés dans le développement local et la défense des droits (Pérou).

(2) « Economie, citoyenneté et démocratie : un regard sur les secteurs populaires en Amérique Latine », sous la direction de R.-M. Ribeiro, Frères des Hommes Europe.

(3) Union Nationale des Acteurs et Structures de Développement Local (France)

(4) Définition de la mission des métiers du développeur territorial (ARADEL et groupe de travail référentiel, mars 2004).

(5) Quelques autres points de dialogue peuvent être féconds, en particulier sur la place reconnue à l'économique par les acteurs se réclamant du développement social.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

par le Brésil

Le PT base sa conception de la participation sur les travaux de théoriciens comme Paulo Freire. Sa méthode, qui donna naissance aux dynamiques de travail de base dans les communautés des années 1970-1980, est utilisée dans les années 1990 pour réaliser ce travail d'*empowerment*. C'est un processus de stimulation des potentialités des individus et des groupes, qui génère de la participation et des changements au profit de meilleures conditions de vie. Ceci avec la médiation d'agents extérieurs, « outils techniques » fondamentaux dans l'organisation et le développement des projets.

La participation des habitants est un leurre sans ce processus de renforcement des capacités et compétences. Celui-ci se déroule de diverses manières à Porto Alegre ou dans les écoles du MST ; cours d'alphabétisation pour les plus pauvres, sur la base de la méthode d'alphabétisation de Freire (6) ; assemblées ou « universités », comme dans les campements du MST ; formations de leaders communautaires... L'habitant, acteur dans sa communauté, par sa compétence et sa connaissance d'habitant, sait quels sont les besoins, pour lui et la communauté ; le technicien, pour sa part, a des outils pour amener les habitants à exprimer ces besoins et à réfléchir sur la manière efficiente d'y répondre ; et le politique sait mettre en perspective les enjeux des choix populaires par rapport aux besoins plus larges de la ville ou du territoire.

Quelles valeurs ?

Il semble qu'en France, il soit difficile de réfléchir et de poser les rôles de chacun dans le processus de participation. Car, parfois, sous couvert de participation, les habitants devraient savoir tout faire : exprimer leurs besoins, monter des projets pour y répondre, voire être maîtres d'œuvre de ceux-ci. Quel est le rôle des

politiques, choisir si tel ou tel projet répond aux enjeux de leur mandat ? Et, quel est le rôle des techniciens : stimuler, accompagner des projets répondant aux besoins des habitants et des territoires, ou à ceux des politiques qui les emploient ? Et s'en aller, une fois que l'on a trouvé des habitants sur qui se reposer pour œuvrer sur les projets définis et approuvés ? Et approuvés par qui ?

Ainsi, se pose la question des valeurs que l'on défend. Fait-on la promotion de la participation pour se légitimer, ou pour le développement des territoires ? À connaître les pratiques brésiliennes en la matière, plusieurs questions sur la participation peuvent être émises :

- la contribution volontaire des personnes aux projets est-elle possible sans qu'elles prennent part aux décisions ?
- la participation est-elle surtout une sensibilisation en vue d'accroître leur réceptivité et leur capacité de répondre aux projets décidés ailleurs ?
- jusqu'où est-il admis que la personne ou la communauté prenne des initiatives et affirme son autonomie ?
- la participation est-elle un engagement pour l'auto-développement des communautés, comprenant un renforcement des compétences de celles-ci ?

Aux élus de choisir et à la population de les amener à faire le bon choix. Les techniciens devraient, quant à eux, peut-être, réfléchir aux valeurs et à la définition de la participation qu'ils veulent mettre en œuvre.

Juçara Rio

*Agent de développement local urbain,
membre de Frères des Hommes-France*

(6) Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, Maspero, 1965. Il y écrit, « personne n'éduque personne, personne ne s'éduque seul, tout le monde s'éduque ensemble par le biais du monde ».